

REPUBLIQUE FRANCAISE

Nature de l'acte: 8.3

Mis en ligne le 13.09.2022

N° 2022 09 824

# RUE BARTAYRÈS BARRÉE POUR DÉMÉNAGEMENT LE 16 SEPTEMBRE 2022 DE 09 H 00 À 11 H 00

Le Maire de la Ville de Lourdes,

Vu les articles L2212-1, L2212-2, L2212-5, L2213-1 et L2213-2 du code général des collectivités territoriales,

Vu les prescriptions du code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, huitième partie signalisation temporaire, approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),

Vu l'arrêté municipal en date du 21 décembre 2009, modifié, réglementant la circulation et le stationnement dans la ville de Lourdes,

Vu la délibération n°6 du 21 décembre 2021 concernant les tarifs des services publics pour l'année 2022,

Vu la demande de Madame Thalia STAIANO demeurant 20 rue Bartayres 65100 LOURDES, relative au stationnement d'un véhicule de déménagement au droit de l'immeuble portant le n° 20 rue Bartayrès, le 16 septembre 2022 de 09 h 00 à 11 h 00,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre les mesures réglementant la circulation et/ou le stationnement des véhicules afin de permettre l'occupation ou l'exécution de travaux sur la voie publique, de prévenir les accidents et de garantir la sécurité des usagers,

#### ARRÊTE

### **Article 1 - Autorisation**

Le 16 septembre 2022, Madame Thalia STAIANO est autorisée à occuper le domaine public au droit l'immeuble portant le n° 20 rue Bartayrès.

### Article 2 - Circulation

Durant la période visée à l'article 1, la rue Bartayrès est barrée.

Les véhicules circulant dans le sens Lourdes/Argelès-Gazost et voulant se diriger vers la rue de Bagnères sont déviés par l'avenue Joffre, la rue de l'Aubertron puis la rue de Bagnères.

Les véhicules circulant dans le sens Argelès-Gazost/Lourdes et voulant se diriger vers la rue de Bagnères sont déviés par la place Marcadal, la rue Saint-Pierre, la rue de Langelle, la rue Henri Lasserre, la place Monseigneur Mericq puis la rue de Bagnères.

#### Article 3 - Redevance

Le bénéficiaire doit s'acquitter auprès du régisseur des droits et places, des droits de voirie pour l'occupation temporaire pour déménagement d'un montant de 1,00€ par mètre carré et par jour.

# Article 4 - Affichage de l'arrêté

Cet arrêté ne prend effet que s'il est publié électroniquement sur le site de la ville conformément à la réglementation en vigueur.

Il doit être affiché par le bénéficiaire :

- soit aux extrémités de l'emprise concernée par cette réglementation ;
- soit à l'endroit précisé par cette réglementation.

# VILLE DE LOURDES

Cet affichage ne doit pas cacher les panneaux de signalisation servants à l'application de cet arrêté.

Article 5 - Signalisation, balisage

La signalisation et le balisage nécessaires à l'application des dispositions stipulées dans cet arrêté sont mis en œuvre par le bénéficiaire à ses frais et sous sa responsabilité.

Ils doivent être conformes aux dispositions prévues par :

- l'instruction interministérielle citée ci-dessus ;
- la Police Municipale ou la Police Nationale;
- les services techniques municipaux.

Un panneaux « rue barrée » doit être mis en place à l'entrée de la rue Bartayrès depuis la rue Laffite.

### Article 6 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

D'autre part, Le bénéficiaire de l'arrête doit conserver l'accès des riverains.

#### Article 7 - Enlèvement des véhicules

Afin de permettre le bon déroulement des travaux, tout véhicule contrevenant aux dispositions de l'article 2 du présent arrêté est considéré comme gênant au regard de l'article R.417-10 II 10° du code de la route ( stationnement gênant sur une voie publique spécialement désignée par arrêté de l'autorité investie du pouvoir de police municipale et mis en fourrière selon les dispositions de l'article R.417-10 V de ce même code).

### Article 8- Constatation des contraventions

Toute contravention aux dispositions de cet arrêté sera constatée par les agents ou fonctionnaires assermentés et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

## **Article 9 - Recours**

Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification à l'intéressé ou à compter de sa date de publication électronique.

Article 10 - Application de l'arrêté

Monsieur le Directeur Général des Services, et Madame le Cheffe de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lourdes, le 12 septembre 2022 le Maire

Thierry LAVIT

Notifié le	
□ Par	r courrier recommandé envoyé le
	r remise en main propre
	(e)
Signature :	
	r reçu un exemplaire du présent acte. A compter de
	le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour rivoir devant le
exces de pou	Tribunal Administratif de PAU
	Cours Lyautey - 64000 PAU
4	i de deux mois.

mail le 13/09/2022